

MOSTAGANEM

Au cœur de la criée du port de pêche de la Salamandre

Six heures du matin, il est encore tôt, la journée s'offre à nous ; pourquoi ne pas en profiter pour une petite virée au port de pêche et de plaisance de la Salamandre ?

A ce moment, c'est l'heure de la criée, les bateaux de pêche sont amarés au bord des quais. Malgré l'heure, la zone est animée. La flotte de pêche du port de la Salamandre compte 42 chalutiers, 82 sardiniers et 320 petits métiers intra-bassin.

En attente du transport de la cargaison de poissons vers la criée, le boulot n'est pas terminé pour autant ; dans les barquettes, les poissons sont choisis selon leur calibre et ont droit à une dernière mise en beauté pour briller en salle des ventes. Ultime coups de jets d'eau et conditionnement en rangs et les poissons filent directement vers la criée. Il y a de la sardine et toutes sortes de poissons comme le pageot, le merlan, le rouget, l'espadon, la dorade, le bar, la sole et les mollusques comme la seiche, calamars, poulpes et d'autres



Photo : DR

variétés de poissons bleus ou blancs mais il y a peu de crevette.

L'arrivée d'un bateau sur le quai a quelque chose d'aussi joyeux que le départ, les marins se taquent entre

eux et un des raïs, tout fier d'une bonne prise de pêche, dira à un autre : «Le Bon Dieu, des fois, donne des mains à ceux qui ne savent pas s'en servir». A la criée, seuls les professionnels ins-

crits au CNRC peuvent effectuer des achats en criée mais aussi différents types d'acheteurs comme les restaurateurs. La vente des produits se fait aux enchères descendantes, le vendeur attribue un prix de départ pour les enchères, le lot est alors présenté à la vente et le produit est attribué au plus offrant. Une fois les lots de poissons achetés, le poisson est transporté par des camions frigo qui permettent aux acheteurs d'expédier à la clientèle des produits pêchés le jour même.

La halle de la criée de 4 670 m², nouvellement ouverte, est de norme internationale et est équipée de structures spécifiques tels un système de production et de vente de glace, d'une chambre froide et de 22 halles d'exposition des ventes des produits de la mer.

Le port de pêche et de plaisance est aussi un point d'attache d'une flotte diversifiée entre barques de loisirs et yachts, on compte plus de 200 embarcations.

A. B.

EL TARF

Mouvements de protestation dans plusieurs communes

La grogne, à l'image du climat caniculaire, semble s'installer durablement à travers toutes les communes de la wilaya.

Ainsi, dans la commune d'Aïn El Karma, ce sont les 35 familles de la Mechta «El Gouacem» qui ont procédé à la fermeture de tous les accès du siège de ladite commune, hier, pour réclamer de l'eau potable et la réfection de la route y menant. «Les autorités locales et

les édiles de la commune ont failli à leurs engagements quant à une prise en charge de nos doléances surtout ce qui a trait à l'eau potable et la route», ont martelé, les citoyens désabusés et dont les mines défaits par les souffrances endurées au quotidien. Joint par

téléphone, le maire indiquera que «Les services techniques de la commune vont regrouper les sources qui se trouvent aux alentours de la Mechta pour réaliser une borne fontaine afin de distribuer de l'eau potable aux habitants, tous les 4 jours et ce, durant plusieurs heures. Pour ce qui est de la route, nous avons mis au point une fiche technique pour sa réalisation. D'ailleurs le projet est

inscrit par la Direction des travaux publics pour un montant de 5 milliards de Cts».

Dans la commune de Bouteldja, ce sont les travailleurs licenciés de l'entreprise turque en charge de la réalisation du barrage de Boukhroufa qui ont fermé le siège de cette dernière, pour réclamer leur incorporation et ce, c'est anecdotique et original, par le regroupement d'ânes et de vaches

devant l'entrée principale de la dite entreprise. Nos multiples tentatives de contacter les responsables turcs sont restées vaines.

Dans la commune de Ben M'hidi, c'est au tour des travailleurs de l'entreprise de médicament «Biocare» de procéder à la fermeture de son siège, pour dénoncer leur licenciement abusif et leur remplacement par des personnes venant de la wilaya d'Annaba.

«Le directeur et propriétaire de cette unité d'emballage de médicaments, fait dans la discrimination régionaliste du fait qu'il habite à Annaba. Nous avons le droit, étant de la région de Ben M'hidi d'être les premiers bénéficiaires des postes. De plus, nous disposons d'une expérience de 5 années dans cette boîte».

Même topo, pour les gérants de cette entreprise installée dans le village de Sidi Kassi (commune de Ben M'hidi) qui ne veulent pas communiquer avec la presse et ce, nonobstant nos multiples tentatives.

D. A.

Daoud Allam

Les projets de Blanche-Algérie sous la loupe de la justice

Selon des sources concordantes et crédibles, le magistrat instructeur près le tribunal d'El Tarf, a auditionné, en fin de semaine, plus de 250 personnes entre présumées coupables et témoins qui seraient impliqués dans l'affaire de dilapidation de deniers publics relevant des projets «Blanche Algérie» et qui concerne la précédente mandature des ex-maires.

Nos sources ont affirmé mordicus que «le magistrat instructeur a commencé son travail, dans un premier temps, par l'audition de 180 travailleurs-éboueurs. Dans la deuxième phase, ce sont les élus de 7 communes et les responsables de la Direction de l'action sociale travaillant dans la Maison des associations qui ont été entendus. Le scandale concerne la dilapidation des deniers publics et des faux et usage de faux dans des dizaines de projets du programme «chantiers de nettoyage de Blanche-Algérie» ou des ex-maires et des responsables gestionnaires, des fonctionnaires de la Direction de l'action sociale seraient impliqués dans des détournements systématiques avec, in fine, un préjudice pour le Trésor public de plu-

sieurs milliards de centimes». «Le subterfuge consistait à falsifier des factures, des PV de réception provisoire et finale, des registres de personnes recrutées, des situa-

tions et, en finale faire un partage des montants récoltés entre les différents intervenants dans ce vaste réseau de complicités, à savoir fonctionnaires, cadres, élus et entrepreneurs». Ont fait noter nos sources.

Il est judicieux de signaler que c'est grâce au travail de vérifications, de réévaluations et de recoupements des documents dans la

gestion des projets de la direction sociale, entrepris durant plusieurs mois, que le pot aux roses fut découvert.

Ce nouveau scandale risque, selon nos interlocuteurs, de mettre en prison une armée d'élus et de fonctionnaires à tous les niveaux et d'emporter, dans son sillage, de hauts cadres de l'Etat.

D. A.

La pinède d'El Kala, de nouveau agressée

C'est la débâcle totale dans la gestion des aires protégées du Parc national d'El Kala (PNEK) et pour cause, la célèbre pinède éponyme vient, encore une autre fois, d'être agressée par la désinvolture des responsables par la grâce de décisions prises le plus souvent à la hâte et pour faire plaisir aux hauts responsables allant à l'encontre les lois de la République et même au bon sens populaire.

En effet, les autorités ont décidé d'implanter un camping au beau milieu de la pinède en question mitoyenne au lac Tonga, géré par le parc d'El Kala, alors que c'est un

terrain relevant du domaine forestier qui est, par la force de lois, inaliénable et incessible. La location temporaire du terrain et la formule de «vide labourable» pour

justifier la création du camping, ne sont, selon des spécialistes de protection de la nature, que des subterfuges et des arguments oiseux sans socle juridique.

Il est judicieux de noter, ironie de la situation, que c'est la Conservation foncière d'El Tarf qui est l'exploitant du camp de toile au profit des œuvres sociales de l'Anem (Agence nationale de l'emploi). Ainsi vogue la galère de la

nature dans la wilaya d'El Tarf, un Eden sur terre qui est massacré de manière systématique et exponentielle devant les yeux consentants et des fois complices de la Direction des forêts censée être le rempart imprenable contre de tels dépassements, hypothéquant l'avenir des générations futures. Et dire qu'on nous gave de développement durable.

D. A.